

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
4 ΙΟΥΝΙΟΥ 1987

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
86

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1702

Κύρωση ευρωπαϊκής σύμβασης για το νομικό καθεστώς των τέκνων που γεννήθηκαν χωρίς γάμο των γονέων τους.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για το νομικό καθεστώς των τέκνων που γεννήθηκαν χωρίς γάμο των γονέων τους, που υπογράφτηκε στο Στρασβούργο στις 15 Οκτωβρίου 1975 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής :

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LE STATUT JURIDIQUE DES ENFANTS NÉS HORS MARIAGE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, notamment en favorisant l'adoption de règles communes dans le domaine juridique :

Constatant que dans un grand nombre d'Etats membres, des efforts ont été accomplis ou sont entrepris pour améliorer le statut juribique des enfants nés hors mariage en réduisant les différences entre le statut juridique de ces enfants et celui des enfants nés dans le mariage, ces différences défavorisant les premiers sur le plan juridique et social;

Considérant que dans ce domaine, de larges disparités existent encore dans les droits des Etats membres;

Convaincus que la condition des enfants nés hors mariage doit être améliorée et que l'établissement de certaines règles communes concernant leur statut juridique favoriserait la réalisation de cet objectif et contribuerait en même temps à une harmonisation des législations des Etats membres dans ce domaine;

Considérant cependant qu'il est nécessaire d'aménager des étapes progressives pour ceux des Etats qui estiment ne pas être en mesure d'adopter immédiatement certaines des règles de la présente Convention.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer la conformité de sa législation aux dispositions de la présente Convention et à notifier au Secrétaire Général du Conceil de l'Europe les mesures prises à cette fin.

Article 2

La filiation maternelle de tout enfant né hors mariage est établie du seul fait de la naissance de l'enfant.

Article 3

La filiation paternelle de tout enfant né hors mariage peut être constatée ou établie par reconnaissance volontaire ou par décision juridictionnelle.

Article 4

La reconnaissance volontaire de paternité ne peut faire l'object d'une oposition ou d'une contestation, lorsque ces procédures sont prévues par la législation interne, que dans le cas où la personne qui veut reconnaître ou qui a reconnu l'enfant n' en est pas biologiquement le pére.

Article 5

Dans les actions relatives à la filiation paternelle, les preuves scientifiques susceptibles d'établir ou d'écarter la paternité doivent être admises.

Article 6

1. Les père et mère d'un enfant né hors mariage ont la même obligation d'entretient à l'égard de cet enfant que celle qui existe à l'égard de l'enfant né dans le mariage.

2. Lorsque l'obligation d'entretien d'un enfant né dans le mariage incombe à certains membres de la famille du père ou de la mère, l'enfant né hors mariage bénéficié également de cette obligation.

Article 7

1. Lorsque la filiation d'un enfant né hors mariage est établie à l'égard des deux parents, l'autorité parentale ne peut être attribuée de plein droit au père seul.

2. L'autorité parentale doit pouvoir être transférée; les cas de transfert relèvent de la législation interne.

Article 8

Lorsque le père ou la mère d'un enfant né hors mariage n'a pas l'autorité parentale sur cet enfant ou la garde de celui-ci, ce parent peut obtenir un droit de visite dans les cas appropriés.

Article 9

Les droits de l'enfant né hors mariage dans la succession de ses père et mère et des membres de leurs familles sont les mèmes que s'il était né dans le mariage.

Article 10

Le mariage entre le père et la mère d'un enfant né hors mariage confère à cet enfant le statut juridique d'un enfant né dans le mariage.

Article 11

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 12

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 13

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, etendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les ralations internationales ou pour lequel il est habilité à stipulet.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent, pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l' article 15 de la présente Convention.

Article 14

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion ou lorsqu' il fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l' article 13 de la présente Convention, formuler au maximum trois réserves au sujet dispositions des articles 2 à 10 de celle-ci.

Des réserves de caractère général ne sont pas admises ; chaque réserve ne peut porter que sur une disposition.

2. Chaque réserve aura effet pendant cinq ans à partir de l' entrée en vigueur de la présente Convention à l' égard de la partie considérée. Elle pourra être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans, au moyen d' une déclaration adressée d' avant l'expiration de chaque période au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

3. Toute partie Contractante peutretirer en tout ou en partie, une réserve formulée par elle en vertu des paragraphes précédents au moyen d' une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 15.

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois aprés la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 16.

Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a. toute signature ;
b. le dépôt de tout instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion ;
c. toute date d' entrée en vigueur de la présente Convention conformément á son article 11 ;
d. toute notification reçue en application des dispositions de l' article 1 ;
e. toute déclaration recue en application des paragraphes 2 et 3 de l' article 13 ;
f. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l' article 14 ;
g. le renouvellement de toute réserve effectué en application du paragraphe 2 de l' article 14 ;
h. le retrait de toute réserve effectuée en application des dispositions du paragraphe 3 de l' article 14 ;
i. toute notification reçue en application des dispositions de l' article 15 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 15 octobre 1975, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe on communiquera copie certifiée conforme à chacum des Etats signataires et adhérents.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΟ ΝΟΜΙΚΟ ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΤΩΝ ΤΕΚΝΩΝ ΧΩΡΙΣ ΓΑΜΟ ΤΩΝ ΓΟΝΕΩΝ ΤΟΥΣ

Τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που υπογράφουν την παρούσα σύμβαση.

Έχοντας υπόψη ότι σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η πραγματοποίηση ενός στενότερου δεσμού μεταξύ των μελών του, κυρίως με την υιοθέτηση κοινών κανόνων στο νομικό πεδίο.

Έχοντας διαπιστώσει ότι σε μεγάλο αριθμό Κρατών - μελών έχουν γίνει ή έχουν αρχίσει να γίνονται προσπάθειες για να καλυτερεύσει το νομικό καθεστώς των τέκνων που γεννήθηκαν χωρίς γάμο των γονέων τους και να περιοριστούν οι διαφορές που υπάρχουν μεταξύ του νομικού καθεστώτος αυτών των παιδιών και των παιδιών που γεννήθηκαν σε νόμιμο γάμο, οι οποίες είναι η αιτία της μειονεκτικής νομικής και κοινωνικής θέσης των πρώτων.

Αναγνωρίζοντας, ότι υπάρχουν ακόμη στον τομέα αυτόν μεγάλες ανομοιότητες στις νομοθεσίες των Κρατών - μελών.

Πιστεύοντας, ότι η θέση των τέκνων που γεννήθηκαν χωρίς γάμο των γονέων τους πρέπει να βελτιωθεί και ότι η θέσπιση ορισμένων κοινών κανόνων που θα αφορούσαν το νομικό καθεστώς τους θα ευνοούσε την πραγματοποίηση αυτού του σκοπού και συγχρόνως θα συνέβαλλε στην εναρμόνιση των νομοθεσιών των Κρατών - μελών στον τομέα αυτόν.

Έχοντας υπόψη, εν τούτοις, ότι είναι απαραίτητο να μεθοδευτεί μια σταδιακή ρύθμιση για τα Κράτη εκείνα που θεωρούν ότι δεν είναι σε θέση να υιοθετήσουν αμέσως ορισμένους κανόνες αυτής της Σύμβασης.

Συμφώνησαν τα παρακάτω:

Άρθρο 1.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αναλαμβάνει να εξασφαλίσει την προσαρμογή της νομοθεσίας του στις διατάξεις της Σύμβασης αυτής και να γνωστοποιήσει στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης τα μέτρα που έχουν ληφθεί για το σκοπό αυτόν.

Άρθρο 2.

Η συγγένεια με τη μητέρα κάθε τέκνου που γεννιέται χωρίς γάμο των γονέων του βασίζεται μόνο στο γεγονός της γέννησης του τέκνου.

Άρθρο 3.

Η συγγένεια με τον πατέρα κάθε τέκνου που γεννιέται χωρίς γάμο των γονέων του μπορεί να πιστοποιηθεί ή να ιδρυθεί με εκούσια αναγνώριση ή με δικαστική απόφαση.

Άρθρο 4.

Η εκούσια αναγνώριση της πατρότητας δεν μπορεί να προσβληθεί με ανακοπή ή αντιρρήσεις, εφόσον οι διαδικασίες αυτές προβλέπονται από το εσωτερικό δίκαιο, παρά μόνο στην περίπτωση που το πρόσωπο που επιδιώκει να αναγνωρίσει ή που αναγνώρισε το τέκνο δεν είναι ο φυσικός πατέρας.

Άρθρο 5.

Σε δίκες που αφορούν τη συγγένεια με τον πατέρα, οι επιστημονικές αποδείξεις που συντελούν στη διαπίστωση ή στον αποκλεισμό της πατρότητας πρέπει να γίνονται δεκτές.

Άρθρο 6.

1. Ο πατέρας και η μητέρα του τέκνου που γεννήθηκε χωρίς γάμο των γονέων του έχουν την ίδια υποχρέωση διατροφής απέναντι στο τέκνο αυτό με εκείνη που υφίσταται απέναντι στο τέκνο που γεννήθηκε σε γάμο.

2. Όταν η υποχρέωση διατροφής του τέκνου που γεννήθηκε σε γάμο βαρύνει ορισμένα μέλη της οικογένειας του πατέρα ή της μητέρας, η υποχρέωση αυτή υφίσταται και υπέρ του τέκνου που γεννήθηκε χωρίς γάμο.

Άρθρο 7.

1. Όταν η συγγένεια του τέκνου που γεννήθηκε χωρίς γάμο των γονέων του, έχει ιδρυθεί και ως προς τους δύο γονείς, η γονική εξουσία δεν μπορεί να ανατίθεται αυτοδικαίως μόνο στον πατέρα.

2. Η γονική εξουσία πρέπει να μπορεί να μεταβιβάζεται. Οι περιπτώσεις μεταβίβασης ρυθμίζονται από το εσωτερικό δίκαιο.

Άρθρο 8.

Όταν ο πατέρας ή η μητέρα του τέκνου που γεννήθηκε χωρίς γάμο των γονέων του δεν έχει τη γονική εξουσία ή την επιμέλεια του τέκνου, ο γονέας αυτός μπορεί να αποκτήσει το δικαίωμα προσωπικής επικοινωνίας με το τέκνο στις περιπτώσεις όπου αυτό ενδείκνυται.

Άρθρο 9.

Το τέκνο που γεννήθηκε χωρίς γάμο των γονέων του έχει τα ίδια δικαιώματα στην κληρονομική διαδοχή του πατέρα του ή της μητέρας του και των μελών των οικογενειών τους με εκείνα που θα είχε εάν είχε γεννηθεί σε γάμο.

Άρθρο 10.

Ο επιγενόμενος γάμος μεταξύ του πατέρα και της μητέρας του τέκνου που γεννήθηκε χωρίς γάμο των γονέων του παρέχει στο τέκνο αυτό το νομικό καθεστώς του τέκνου που γεννήθηκε σε γάμο.

Άρθρο 11.

1. Η Σύμβαση αυτή είναι ανοιχτή για υπογραφή από τα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης. Θα μπορεί να επικυρωθεί, να γίνει αποδεκτή ή να εγκριθεί. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία που θα κατατεθεί το τρίτο έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής, ή έγκρισης.

3. Θα τεθεί σε ισχύ, ως προς κάθε Κράτος που θα την επικυρώσει, θα την αποδεχθεί ή θα την εγκρίνει μεταγενέστερα, τρεις μήνες μετά την ημερομηνία που θα κατατεθεί το έγγραφό του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 12.

1. Μετά την έναρξη της ισχύος της Σύμβασης αυτής, η Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλέσει κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης ενός εγγράφου προσχώρησης, το οποίο θα ισχύσει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσής του.

Άρθρο 13.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή κατά το χρόνο της κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να καθορίσει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμοσθεί η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή οποτεδήποτε μεταγενέστερα, να επεκτείνει την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε κάθε άλλο έδαφος που καθορίζεται στη δήλωση και για τις διεθνείς σχέσεις του οποίου είναι υπεύθυνο ή για λογαριασμό του οποίου έχει εξουσιοδοτηθεί να αναλαμβάνει υποχρεώσεις.

3. Κάθε δήλωση που έγινε σε εφαρμογή της προηγούμενης παραγράφου μπορεί να αποσυρθεί, σε ό,τι αφορά οποιοδήποτε έδαφος καθορίζεται στη δήλωση αυτή, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στο άρθρο 15 της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο 14.

1. Κάθε κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή το χρόνο της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή όταν θα κάμει δήλωση σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 13 της Σύμβασης αυτής, να διατυπώσει μέχρι τρεις επιφυλάξεις για τις διατάξεις των άρθρων 2 έως 10. Επιφυλάξεις γενικού χαρακτήρα δε γίνονται δεκτές. Κάθε επιφύλαξη δεν μπορεί να αναφέρεται παρά σε μία μόνο διάταξη.

2. Κάθε επιφύλαξη θα ισχύσει επί 5 έτη από την έναρξη της ισχύος της Σύμβασης αυτής ως προς το μέρος το οποίο αφορά. Θα μπορεί να ανανεώνεται για διαδοχικές περιόδους 5 ετών με δήλωση που απευθύνεται πριν από την εκπνοή κάθε περιόδου στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να αποσύρει, ενόλω ή εν μέρει, μία επιφύλαξη που διατυπώθηκε από αυτό σε εφαρμογή των προηγουμένων παραγράφων, με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης και η οποία θα ισχύει από την ημερομηνία της παραλαβής της.

Άρθρο 15.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο μέρος μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση απευθύνοντας μία δήλωση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία της παραλαβής της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 16.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Κράτος που έχει προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή:

α) κάθε υπογραφή,

β) την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ) κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης αυτής σύμφωνα με το άρθρο 11,

δ) κάθε δήλωση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 1,

ε) κάθε δήλωση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 13,

στ) κάθε επιφύλαξη που διατυπώθηκε σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 1 του άρθρου 14,

ζ) την ανανέωση κάθε επιφύλαξης που πραγματοποιήθηκε σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 2 του άρθρου 14,

η) την άρση κάθε επιφύλαξης που πραγματοποιήθηκε σε εφαρμογή των διατάξεων της παρ. 3 του άρθρου 14,

θ) κάθε γνωστοποίηση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 15 και την ημερομηνία που θα ισχύει η καταγγελία.

Για την πιστότητα των παραπάνω, οι υπογράφοντες, που είναι νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό, υπέγραψαν τη Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 15 Οκτωβρίου 1975, στα γαλλικά και αγγλικά, με τα δύο κείμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο σε κάθε ένα από τα μέλη που υπέγραψαν και προσχώρησαν.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται κατά τα προβλεπόμενα από το άρθρο 11 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 25 Μαΐου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ — **ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η μεγάλη σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Μαΐου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ